

La Commune, vue par Maurras, Bernanos, Zemmour...

Paradoxe(s) de la Commune : à côté de révolutionnaires qui se plaçaient dans la droite ligne de ceux de 93, on trouvait des représentants des vrais socialistes français, héritiers de Proudhon. Or les bourgeois versaillais traitaient dédaigneusement de « **Communards** » la totalité de leurs adversaires, englobant indistinctement dans leur même détestation tous les tenants de la Commune, alors que certains incarnaient une tradition politique qui, comme l'a rappelé Alain de Benoist « **impliquait à la fois le refus de l'exploitation du travail, de l'égoïsme prédateur et du nihilisme jouisseur, en même temps qu'un certain conservatisme moral, le sens de l'honneur et de la parole donnée, le goût de la loyauté, de l'entraide et de la solidarité** ». Une telle conception, forgée dans les luttes contre la bourgeoisie –grande bénéficiaire de la révolution- et héritière du compagnonnage, transcendait le clivage artificiel gauche-droite, conçu pour couper les peuples en deux – pour le plus grand profit des usuriers cosmopolites. D'où l'indulgence de Maurras –qui aurait souhaité plus de discernement...- pour cette troupe qui ne méritait pas l'écrasement ; et dans laquelle il voyait « **une des premières tentatives d'union des forces révolutionnaires de droite et de gauche en vue d'un syndicalisme à la fois socialiste et nationaliste** ».....

Eric Zemmour, à propos de la Commune, dans son dernier livre *Mélancolie Française*, écrit, un peu dans un même esprit, les lignes suivantes :

« Après Sadowa, Napoléon III vit le danger et réclama le retour de la conscription. Le Corps Législatif lui refusa, avec une véhémence que permettaient les libertés récentes octroyées par "l'Empire libéral" et la faiblesse d'un empereur malade, les moyens d'affronter à armes égales la machine de guerre que Bismarck s'appêtait à lancer sur des chemins de fer flambant neuf.

Le " tyran " se révéla moins puissant qu'un premier ministre anglais. Il y perdrait son trône. Les républicains, ceux-là mêmes qui l'avaient empêché au Corps Législatif de défendre le pays, lui succédèrent. Tenteraient une dernière fois de "chausser les bottes de 1792". En vain. Jusqu'en 1914, la IIIème république ne pourra faire oublier son péché originel : avoir été portée sur les fonds baptismaux par le chancelier Bismarck. Des décennies plus tard, dans La Grande Peur des bien-pensants, Georges Bernanos, impitoyable, évoquera encore ces liens troubles entre Bismarck, la défaite française et l'avènement de la république : « Il est sûr que la capitulation de Sedan fit la fortune du

*parti républicain. On se rappelle le cri fameux : "les armées de l'empereur sont battues" »
Alors, « ces parvenus du 4 septembre ne virent pour eux de salut que dans un véritable
soulèvement de la passion nationale, une sorte de guerre d'indépendance, à l'espagnole, où
le nouveau régime trouverait sa consécration. »*

*Bernanos n'avait rien oublié ni pardonné : " lorsque ce résultat leur parut atteint et
qu'ils se trouvèrent face à face, devant les barricades de la Commune, avec ce même peuple
qu'une prodigieuse mise en scène avait fini par prendre aux entrailles, ils le rafraichirent
avec du plomb". »*

Zemour nous offre, ainsi, en prime, du grand Bernanos !

